

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Question féminine et lutte de classe

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.

Parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

LISEZ - DIFFUSEZ - ABONNEZ-VOUS A LA PRESSE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL !

- « programme communiste » - Revue théorique en français -

Prix au numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / 2'000 CFA / USA + Cdn US \$ 8 / Amérique latine US \$ 2.
Abonnement simple: Le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: Pour 4 numéros: 50 € / 100 FS / £ 30 / 16'000 CFA / USA + Cdn US \$ 50 / Amérique latine US \$ 20

- « le prolétaire » - Journal bimestriel -

Le numéro: 1 € / 3 FS / £ 1 / 350 CFA. Abonnement annuel (5 numéros): 7,5 € / 30 FS / £ 10 / 1'500 CFA. Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20 / 3'000 CFA

- « il comunista » - Journal bimestriel en italien -

Le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. Abonnement: 8 € / 25 FS / £ 6. Abonnement de soutien: 16 € / 50 FS / £ 12.

- « el programa comunista » - Revue théorique en espagnol -

Le numéro: 4 € / America latina: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 4 / 8 FS / £ 4 / 25 Krs. Prix de soutien, le numéro: 8 € / America latina: US \$ 4 / USA et Cdn: US \$ 8 / 16 FS / £ 8 / 50 Krs.

- « el proletario » - Journal en espagnol -

Le numéro: Europe : 1,5 €, 3 FS, 1,5£ / Amérique latine: US\$ 1,5; USA et Cdn: US\$ 2.

- « Proletarian » - Supplément en anglais à «le prolétaire» -

Le numéro: 1 €, £ 1, 3 CHF.

CORRESPONDANCE

France: Programme,
B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano
Espagne: Apartado de Correos 27023 - 28080 Madrid

Notre site Internet : www.pcint.org
Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org

Supplément à «programme comunista» n° 102, Revue théorique du parti communiste international - ISSN - 0033 - 037 X
Imprimés par nos soins en mars 2015

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

sion: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétiste sous le drapeau de la III^e Internationale.

VII. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la II^e Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales 2 et 2 1/2 et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution, on empêche par conséquent la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la II^e Internationale et de l'Internationale 2 1/2, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

S O M M A I R E

- Introduction	1
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste	3
- La Journée Internationale des Travailleuses	5
- L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme	7
- Question féminine et lutte de classe	11
- Le P.C.F. et la question féminine - Les chimères réactionnaires du réformisme.....	16
- L' "extrême gauche" prise au piège du féminisme	20
- Les communistes et l'avortement	26
- Les limites d'une libéralisation	28
- Extrait des "Thèses pour la propagande parmi les femmes" adoptées par le III ^e ème Congrès de l'Internationale Communiste (Juillet 1921)	30

tions que tous les membres de la Société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul, le communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité. Mais le communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

V. Le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions « spécialement féminines »; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent dans leur propre intérêt soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

VI. La lutte de la femme contre sa double oppres-

les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes: étendre l'influence du Parti et du communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

IV. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité, n'est réalisable que par la victoire du communisme.

Ce que le communisme donnera à la femme, en aucun cas, le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme n'est pas possible.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société et ne lui donne pas la solution du problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes condi-

I N T R O D U C T I O N

Le communisme révolutionnaire a toujours attaché la plus grande importance à la question féminine. Le capitalisme en effet, a apporté à la femme l'émancipation juridique -avec toutes les limitations qui ne pourront maintenant tomber qu'avec la dictature prolétarienne-, et l'a arrachée à l'abrutissement de la petite production, mais il l'a fait en soumettant la femme prolétaire au double joug de l'exploitation salariée la plus âpre et de l'esclavage domestique.

L'émancipation complète de la femme n'est donc pas possible sans le communisme; et si la participation des femmes prolétaires à la lutte est indispensable à la victoire de la révolution, l'union de la classe serait impossible sans le combat le plus résolu des ouvriers contre l'exploitation, l'oppression particulière et les discriminations qui frappent les ouvrières.

Cette courte brochure rassemble les articles sur la question féminine parus dans "Le Prolétaire" de novembre 1975 à septembre 1976. Elle n'a pas la prétention d'aborder toutes les questions qui touchent à la lutte pour l'émancipation de la femme. Mais elle rappelle au moins les positions classiques du marxisme contre le réformisme et le féminisme bourgeois et insiste notamment sur la nature différente, quant au fond, de l'oppression de la femme bourgeoise et de la femme prolétaire et sur la trajectoire différente -bien qu'elles puissent être momentanément parallèles- de leurs mouvements respectifs. Nous y avons joint un extrait des thèses du III^e Congrès de l'Internationale, que nous revendiquons intégralement, et que nous opposons à tous les courants qui, de façon ouverte ou cachée, font aujourd'hui resurgir, sous couleur d'apport nouveau sur la question, les déviations combattues depuis toujours par le mouvement communiste.

intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétiste se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

III. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présente dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétiste a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans tous les domaines de l'organisation soviétiste. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétiste, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes

Extrait des « THESES POUR LA PROPAGANDE PARMI LES FEMMES »

Adoptées par le III^{ème} Congrès de
L'Internationale Communiste
(Juillet 1921)

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

II. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communisme; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et

le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires : il s'agissait donc d'une « fête » analogue au 1^{er} mai. Et, comme le 1^{er} mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son Histoire de la Révolution russe : « En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres — les travailleurs du textile, au nombre desquel, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La « Journée des femmes » avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes ».

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage : « Les femmes étaient plus que jamais combatives, et

pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain ; elles arrêtaient les tramways : « descendez, camarades ! » criaient-elles ; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter. » *Le 19 mars, poursuit la Pravda*, « les femmes descendirent les premières dans les rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au désespoir. Elles brandirent le drapeau de la révolution ».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne ; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

*Aujourd'hui, après la tempête^{***} contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est obscurci et déformé.*

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouirions, au nom des « conquêtes obtenues » et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même, qui a proclamé 1975 année de la femme, fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens ; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ceci n'est pas vrai ! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple

riel élémentaire (canule et seringue) à 10 F. Il faut noter aussi que l'avortement par des para-médicaux formés à cet acte simple est interdit — alors que la majorité des accouchements sont pratiqués par des sage-femmes —. Quant à l'aide médicale gratuite pour les « indigents », dont on sait la difficulté d'obtention, le cas des USA montre qu'il y a deux fois plus de complications chez les femmes ayant dû demander une aide financière (à cause en particulier des délais imposés pour les formalités exigées) que celles ayant pu assumer les frais de l'intervention. *Longueur et complexité de la procédure administrative*, impliquant le passage de la « candidate » à l'avortement devant deux commissions, médicale puis sociale, avec un délai de réflexion obligatoire, et bien qu'au terme de ce processus la décision doit intervenir avant la 10^e semaine de la grossesse. Dans la pratique il est probable que les cliniques privées mettront cette double structure à la disposition de leurs clientes, drainant ainsi la plus grande partie des avortements.

Tous ces obstacles sont là pour que la femme sans ressources, ignorante, immigrée, soit terrorisée par ces juridictions qui la feront s'en remettre au bon vouloir du médecin, du psychologue, du mari, et pour la mineure de ses parents ; pour que la femme des classes laborieuses contrainte à l'avortement clandestin soit par contre-coup contrainte à la maternité.

Cette contrainte et cette oppression sur les femmes du prolétariat, on la trouve dans tous les pays capitalistes même sous le masque du plus grand libéralisme : témoins l'exemple de la Yougoslavie où la libéralisation de 1969 n'empêche pas que environ 30 % des avortements restent clandestins ; celui de la Tchécoslovaquie, où malgré la libéralisation de 1957, le nombre des avortements illégaux n'a diminué que de 65 à 80 % selon les statistiques ; même remarque pour les pays scandinaves où en dépit de la libéralisation des années 60, et bien qu'on y note une nette augmentation des avortements légaux, le nombre des avortements illégaux a continué à demeurer important, restant le fait des femmes qui n'ont d'autres ressources que de s'avorter elles-mêmes pour une raison soit financière, soit de refus des « commissions compétentes », soit d'isolement moral ou matériel (régions rurales).

Le texte de loi affirme d'ailleurs clairement qu'il ne crée aucun droit à l'avortement « qui reste l'ultime et exceptionnel recours » ; et qu'il n'entend nullement informer les femmes génératrices de producteurs des possibilités matérielles et techniques actuelles pour avorter : les dispositions répressives légales sont maintenues en ce qui concerne la « propagande et publicité » en faveur de l'avortement, alors que la bourgeoisie confirme sa détermination à tout faire pour encourager la natalité.

ment et sans réserves, comme en Russie en 1917.

C'est que l'interdiction de l'avortement, tout comme les entraves au divorce (ou les discriminations légales fondées sur le sexe et, parfois, la religion ou la race, qui sont aussi des survivances prébourgeoises mais que la bourgeoisie utilise pour diviser les prolétaires) sont à la fois les instruments d'une aggravation de l'oppression du prolétariat et un écran qui cache les causes réelles de cette oppression.

Nous savons bien, et le proclamons dès à présent, qu'aux USA, même l'égalité juridique la plus complète n'affranchira pas le prolétaire noir de l'oppression et de l'exploitation; mais elle lui montrera que la cause de son esclavage n'est pas la discrimination légale, mais le capitalisme. Nous n'idéal-

sons nullement le droit à l'avortement, nous disons qu'il ne libérera pas la femme; mais il lui montrera que la cause de son oppression n'est pas l'absence de « droits », mais le capitalisme.

Nous luttons pour ces droits, dont nous disons avec Lénine qu'ils « n'éliminent pas l'oppression de classe, mais rendent seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée; c'est ce qu'il nous faut. »

Et, alors que la bourgeoisie utilise la morale, les habitudes, les traditions et les lois prébourgeoises pour accentuer l'oppression du prolétariat, nous devons, nous, utiliser les luttes contre ces chaînes supplémentaires comme des leviers dans la lutte générale contre la bourgeoisie et son Etat.

niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste. Et nous ne pourrions mieux faire que de publier dans ce journal un article de Lénine, du 4 mars 1921, consacré à la Journée internationale des travailleuses (Œuvres, tome 32).

LE PROLETAIRE N° 186

Les limites d'une libéralisation

Le Parlement bourgeois a baissé son rideau de guignol sur la enième représentation de la farce du droit bourgeois. Qu'en est-il exactement de ce « net progrès sur la législation répressive » salué par l'Humanité ?

Pour les femmes des classes laborieuses, rien n'a changé. Toutes les entraves réelles possibles ont été dressées devant l'ouvrière ou l'agricultrice pour la dissuader moralement et matériellement d'avorter. **Obstacle financier** : pas de remboursement par la Sécurité So-

ciale, ce qui laisse le champ libre pour un immense trafic financier avec ouverture de cliniques privées spécialisées dans l'avortement, comme cela s'est produit dans les mêmes conditions dans d'autres pays. Quant à la tarification prévue — et là où elle sera appliquée — les estimations minimales parlent déjà de 400 F pour un simple avortement par aspiration ne nécessitant pas d'hospitalisation ni d'anesthésie, alors que les groupes militants qui se sont lancés dans l'avortement « sauvage » établissent le coût du maté-

La Journée Internationale des Travailleuses

Le trait essentiel, fondamental du bolchévisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la

terre, des fabriques et usines. L'essence du bolchévisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces masses qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre

difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attacher les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'« esclavage domestique », elles sont des « esclaves du foyer » accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchévique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution du monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la « sacrosainte propriété privée ».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fa-

brriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'« esclavage domestique » grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile; il s'agit de refondre l'« ordre de choses » le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisants inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique », et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre.

loi, on compte en France autant d'avortements que de naissances!), mais elle a fait peser sur les classes pauvres un carcan si lourd que des réactions de plus en plus violentes se font jour; de sorte que, ô ironie! la Loi devient cause de « désordre ». Malgré la morale chrétienne sur laquelle elle s'appuyait, et malgré ses craintes de perdre le contrôle... du contrôle des naissances, la bourgeoisie essaie donc de l'aménager — ce qui donne lieu à ces débats où l'hypocrisie et la stupidité bourgeoises affrontent un « réalisme » tout aussi bourgeois.

Naturellement, nous, communistes, avons toujours réclamé et réclamons l'abrogation de toute législation contraignante ou répressive en matière de famille ou de reproduction, et soutenons les luttes menées pour abolir les interdits encore en vigueur dans ce domaine. Mais cela ne signifie nullement que nous acceptons les *principes* de ceux qui dirigent ces luttes.

Nous n'acceptons nullement la perspective de la bourgeoisie, qui prétend qu'en éliminant ces formes ou ces lois dépassées, la société pourra trouver, dans la liberté, un équilibre harmonieux. En particulier, nous affirmons qu'aucun « équilibre démographique » ne saurait s'établir dans le cadre de l'économie capitaliste, qui produit une armée industrielle de réserve, c'est-à-dire des chômeurs, *quelle que soit la natalité*, et dont le marché du travail subit des fluctuations telles, que la reproduction des producteurs (qui demande 15 à 20 ans) est toujours anarchique. Pas plus que la Loi de l'Etat, la loi de l'offre et de la demande jouant librement ne pourrait équilibrer la population et les « besoins du pays ». Mais nous nous moquons bien de ces besoins-là, contrairement aux bourgeois et à leurs laquais, qui, farouchement opposés à l'autorisation de l'avortement comme le PCF en 1945, ne s'y rallient aujourd'hui

qu'à la remorque de l'Etat bourgeois et pour les mêmes raisons que lui.

Nous n'acceptons nullement l'idée que la suppression de la contrainte légale conduira au paradis de la liberté, où chaque femme (sans parler des hommes) déciderait « librement » quand, où et pourquoi elle mettra au monde un enfant. Au contraire, c'est seulement alors que la *contrainte économique et sociale* de la société capitaliste pourra jouer *librement* pour empêcher ou inciter la femme à enfanter, pour la pousser à faire des gosses, ou lui interdire ce « luxe ». Mais nous voulons justement que la femme reconnaisse que la cause réelle de son oppression est le capitalisme!

Nous n'acceptons nullement l'idée que la reproduction de l'espèce soit « l'affaire des femmes », ni l'affaire de « chaque femme ». Nous affirmons que la reproduction de l'espèce concerne l'humanité tout entière, mais que seule une société sans classes, sans antagonismes ni contradictions internes, pourra la *régulariser consciemment* et *l'adapter au niveau de ses possibilités croissantes*. Cela implique d'ailleurs la dissolution de l'économie familiale et sa fusion, y compris les soins aux enfants et leur éducation, dans l'ensemble de l'activité sociale. C'est seulement dans une telle société que la *planification* de la reproduction, partie intégrante et essentielle de l'activité productive de l'humanité, pourra se réaliser *sans contrainte et sans en appeler à la liberté de chaque femme*.

Bref, nous contestons l'idéologie démocratique et individualiste au nom de laquelle certains réclament le droit à l'avortement, et nous nions que, même obtenu intégralement, ce droit puisse lever les contradictions dans lesquelles le capitalisme enferme la procréation. Néanmoins *nous nous battons* pour ce droit et, là où il n'aura pas encore été obtenu, la dictature du prolétariat l'accordera immédiate-

Les communistes et l'avortement

Alors que des violations individuelles, dont le nombre s'élevait depuis des décennies à plusieurs centaines de milliers par an, n'avaient pu entamer la législation, l'action collective développée ces derniers temps contre l'interdiction de l'avortement a obligé à reculer et à réviser une loi inopérante.

Si nous enregistrons avec satisfaction l'aveu que la Loi n'est pas la codification rationnelle des rapports sociaux, mais l'expression d'un rapport de forces, nous contestons catégoriquement sa prétention à exprimer démocratiquement « l'opinion publique ». Instruments de *contrainte* et de *coercition* au service d'une classe et de son ordre social, l'Etat et sa loi *imposent* à la société et surtout aux classes exploitées et opprimées les règles de fonctionnement de cet ordre social. Il n'est que de voir le caractère dérisoire de la « libéralisation » proposée pour comprendre qu'elle se propose de remplacer une interdiction *directe* devenue inapplicable par une interdiction *indirecte*, entravant la liberté de principe par tout un arsenal d'empêchements pratiques, de pressions dissuasives et d'obstacles matériels qui, tout comme la loi actuelle, joueront exclusivement contre les femmes des classes pauvres, contre les prolétaires.

Le fait que l'Etat bourgeois et sa législation servent et défendent la société capitaliste n'est pas toujours évident, car cette société n'a pas été fabriquée de façon logique et cohérente, mais s'est développée à partir de formes sociales antérieures. Même si elle les a révolutionnées, elle a repris certains de leurs aspects, surtout dans le domaine des superstructures; elle a hérité de certaines habitudes, de certains

cadres, de certains principes qu'elle utilise au mieux pour sa *propre conservation*. Cela ne va pas sans contradictions, dans la mesure où le développement même du capitalisme tend à éliminer certaines formes surannées.

Par exemple, la bourgeoisie a hérité du féodalisme chrétien le mariage indissoluble, et elle utilise la famille fondée sur ce mariage comme cellule de base et unité de reproduction. Mais la dynamique sociale tend inéluctablement à faire éclater la famille; la bourgeoisie emploie alors l'ancienne législation pour *freiner* l'action dissolvante de sa propre économie, pour ralentir la *désagrégation sociale* et les troubles qu'elle entraîne: elle *interdit* la séparation des conjoints. A la longue, cependant, la pression économique-sociale ne peut être contenue par la Loi et la bourgeoisie est peu à peu contrainte de lever les vieux interdits, et autoriser le divorce.

C'est également sous la pression économique et sociale que des pays capitalistes ont vu décroître leur taux de natalité. Par des lois réprimant la contraception et l'avortement, la bourgeoisie de ces pays a voulu *obliger* les prolétaires à faire des enfants, en tablant sur le besoin sexuel naturel et en *interdisant* ce qui aurait pu éviter ou interrompre la grossesse. Or cette tentative a échoué: non seulement elle n'a pas empêché la baisse des naissances (malgré les rigueurs de la

Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921.

N. LENINE.

L'apport de la femme prolétaire est indispensable à la victoire du socialisme

Au congrès de Gotha du parti social-démocrate allemand le 16 octobre 1896, Clara Zetkin prononça un discours dont nous publions ci-dessous quelques extraits, bien que nous ne reprenions pas à notre compte ses appréciations excessivement flatteuses du mouvement féministe petit-bourgeois, ni le ton moralisateur, où l'on sent l'influence de l'atmosphère fin de siècle. Quant aux péchés de vieillesse de Clara Zetkin, lorsqu'elle représenta la droite du KPD, puis finit dans le stalinisme, ils ne nous intéressent pas ici...

Après avoir montré que les revendications "féministes" des femmes de la grande bourgeoisie sont d'ordre exclusivement patrimonial, elle poursuit ainsi :

Quelles sont les caractéristiques de la question féminine dans les couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie et parmi les intellectuels bourgeois? Ici la famille n'est pas désagrégée par la propriété de la production, mais essentiellement par les phénomènes

concomitants de la production capitaliste; dans la mesure où celle-ci progresse dans sa marche triomphale, la moyenne et la petite-bourgeoisie vont progressivement au devant de la destruction. Pour les intellectuels bourgeois il y a aussi autre chose qui contribue à aggra-

ver leurs conditions de vie : le capital a besoin de forces de travail intelligentes et ayant reçu une formation scientifique et, en ce sens, il a favorisé une surproduction de prolétaires du travail intellectuel et provoqué ainsi un changement négatif dans la position sociale des membres des professions libérales, autrefois très flatteuse et rentable. Cependant le nombre des mariages diminue d'autant car si d'une part les conditions matérielles se sont aggravées, d'autre part les exigences vitales de l'individu ont grandi, si bien que l'homme qui appartient à ces couches réfléchit un bon moment avant de se décider à se marier. La limite d'âge pour créer une famille est repoussée de plus en plus et l'homme se sent de moins en moins enclin à se marier, d'autant plus qu'aujourd'hui l'organisation de la société permet au célibataire de mener une vie commode sans être obligé d'avoir une femme légitime : l'exploitation capitaliste de la force de travail prolétarienne, avec ses salaires de misère, fait que la demande de prostituées de la part des hommes est largement couverte par une offre considérable. Ainsi, le nombre des femmes non mariées dans les couches de la moyenne bourgeoisie augmente continuellement. Les femmes et les adolescentes de cette classe sont rejetées dans la société pour qu'elles puissent y fonder une existence qui ne leur procure pas seulement du pain, mais également une satisfaction morale. Dans ces couches la femme n'est pas l'égale de l'homme en qualité de propriétaire de biens privés ; elle n'est pas non plus l'égale de l'homme en qualité de prolétaire comme cela se passe dans les couches prolétariennes. La femme de ces classes moyennes doit avant tout conquérir l'égalité économique avec l'homme et elle ne peut le faire qu'avec deux revendications : celle de l'égalité des droits dans la formation professionnelle et celle de l'égalité des droits pour les deux sexes dans la vie professionnelle. D'un point de

vue économique, cela revient à la réalisation de la liberté de choix dans le métier, et de la concurrence entre l'homme et la femme. La réalisation de cette revendication déchaîne une opposition d'intérêts entre les hommes et les femmes de la moyenne bourgeoisie et de l'*intelligentsia*. La concurrence des femmes dans les professions libérales est à l'origine de la résistance des hommes contre les revendications des féministes bourgeois. Il s'agit simplement de la crainte de la concurrence. Toutes les autres raisons invoquées contre le travail intellectuel des femmes (intelligence moins efficace, fonction naturelle de mère, etc.) ne sont que des prétextes. Cette lutte concurrentielle pousse la femme qui appartient à ces couches à réclamer des droits politiques afin d'abattre toute barrière entravant son activité économique. [...]

En ce qui concerne la femme prolétaire, la question féminine naît du besoin d'exploitation du capital qui le pousse à chercher continuellement des forces de travail à meilleur marché. [...] Ainsi la femme prolétarienne est-elle insérée elle aussi dans le mécanisme de la vie économique actuelle ; elle est poussée vers l'usine et forcée de travailler aux machines. Elle était entrée dans la vie économique pour apporter une aide à son mari : le mode de production capitaliste l'a transformée en une concurrente déloyale. Elle voulait accroître le bien-être de sa famille, et n'a fait qu'aggraver sa situation. La femme prolétarienne voulait travailler pour que ses enfants aient une vie meilleure, et elle est presque toujours arrachée à leurs bras. Elle est devenue une force de travail tout à fait égale à l'homme : la machine a rendu superflue la force musculaire, et par tout le travail des femmes a pu fournir les mêmes résultats de production que le travail masculin. De plus et surtout, comme elle est une force de travail docile qui n'ose que très rarement opposer une ré-

on ne reconnaît pas aux femmes la nécessité de s'organiser de façon autonome » (Pourquoi un mouvement autonome, « Femmes en lutte », 13^e). C'est bien toute l'idéologie du féminisme bourgeois qu'on essaye de transposer au mouvement ouvrier ! La femme bourgeoise se bat contre les hommes de sa classe pour tenter de leur disputer les honneurs et les sinécures de cette société et leur concurrence est irréductible. Mais la femme prolétaire se bat pour la révolution, pour un monde libéré de toute exploitation, elle a d'autres ambitions que de gagner une « place influente », fût-ce dans le parti, même si un mouvement réellement radical et massif ne peut se passer de la participation de femmes à la direction de la lutte.

Le mouvement ouvrier s'est battu dès sa naissance contre les tendances corporatistes qui voulaient refuser aux femmes l'entrée des organisations ouvrières. Sur cet acquis, le troisième congrès de l'Internationale Communiste établissait comme un principe : « Admettre les femmes à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes [...], tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisation séparée de femmes au sein du Parti, des syndicats et des autres organisations ouvrières ». Par le biais d'un faux extré-

misme n'est-ce pas aussi en direction de cette ségrégation réactionnaire que le soi-disant féminisme « de classe » tend à faire s'orienter le prolétariat ?

Il est vrai qu'aujourd'hui personne ne défend plus les principes communistes que mettait en avant le troisième congrès. Il y a longtemps que les partis officiels, héritiers de la contre-révolution stalinienne, ont remplacé la perspective de l'affranchissement de la femme par l'idéal de la famille éternelle ; longtemps qu'ils ont substitué au combat pour l'unité prolétarienne des pratiques qui ont pour résultat d'accentuer les divisions et d'abandonner à elles-mêmes les couches les plus défavorisées. Dans cette mesure, certains des groupes de femmes qui sont nés en dehors des grandes organisations syndicales tentent confusément de répondre aux besoins réels de défense des travailleuses et aux carences des directions opportunistes. Il faut leur reconnaître ce mérite. Mais de même qu'elles ne peuvent remplir leur tâche sans lutter contre cet état d'esprit misogyne et raciste que l'opportunisme alimente et cultive dans le prolétariat (témoin l'attitude inqualifiable du service d'ordre CGT à l'égard des groupes de femmes lors de récentes manifestations), de même il leur faudra tordre le cou à toute résurgence de féminisme bourgeois quelle qu'en soit la forme.

mouvement de toutes les femmes, donc, même si on ajoute qu'on le fera « à partir des exigences des ouvrières et des employées ».

Qu'on s'entende bien : il peut exister effectivement, des organisations, constituées sur des objectifs limités, qui intéressent le prolétariat, mais mobilisent aussi d'autres classes sociales (c'était le cas, par exemple, du MLAC) où nous sommes les premiers à préconiser une action pour porter une orientation de classe. Nous ne nions pas, non plus, la nécessité de rallier au prolétariat des secteurs des couches moyennes. Mais c'est tout autre chose de faire passer **obligatoirement** l'émancipation féminine par la construction d'un mouvement regroupant la grande majorité des femmes en général. Il s'agit là d'une perspective fondamentalement **interclassiste** où, considérant que cette libération est **l'affaire de toutes** (*), on conçoit dans le meilleur des cas l'organisation des femmes prolétaires comme une **tendance** du mouvement général, ou comme l'écrit encore « Femmes en Lutte », comme « l'alle motrice de la constitution progressive d'un mouvement de libération des femmes » (p. 1, op. cit.); le Cercle E.D. et les Pétroleuses se contentent, pour leur part, de militer pour un mouvement largement ouvert sans même y privilégier le rôle des ouvrières.

Revendiquer, ce qu'elles font toutes, une « orientation prolétarienne » à cette organisation ne change fondamentalement rien à la question. Et « Femmes en lutte » n'arrive pas plus à se distinguer des autres en affirmant sa volonté de regrouper essentiellement des ouvrières et des employées puis-

(*) On trouve ainsi dans un projet de manifeste de « Femmes en Lutte » cette phrase explicite : « Pour nous, la libération des femmes est bien sûr l'affaire de toutes, ouvrières, employées, chômeuses, femmes « au foyer », femmes opprimées de toutes les classes sociales ».

qu'elle partage la même perspective générale : on ne corrige pas une orientation fautive par un recrutement adéquat ! C'est la conception même d'un « mouvement de toutes les femmes » qui est erronée, quand bien même on voudrait, ce qui est impossible, lui donner une direction prolétarienne. Justement parce que l'émancipation des femmes n'est pas l'« affaire de toutes » et qu'une orientation de classe doit préparer le prolétariat à l'affrontement futur en rompant dès aujourd'hui tous les liens qui l'enchaînent à la classe adverse.

C'est pour ces mêmes raisons que nous ne pouvons jamais admettre non plus des organisations de femmes totalement interdites aux hommes. Le prolétariat pour sa part peut avoir besoin d'organisations regroupant essentiellement des femmes ; la révolution russe en comptait un bon nombre : organisations d'ouvrières, d'ouvrières sans parti, de ménagères, de paysannes... Elles tirent leur nécessité des conditions particulières de ces diverses couches prolétariennes ou proches du prolétariat (et ne diffèrent pas en cela des organisations de chômeurs ou d'immigrés, par exemple). Mais elles ne peuvent remplir efficacement leur rôle qu'en développant et en renforçant la solidarité prolétarienne. C'est pourquoi réclamer la fermeture absolue et définitive des organisations de travailleuses aux travailleurs n'a pour nous pas plus de sens que de réclamer celle des organisations de chômeurs aux non chômeurs, des immigrés aux non immigrés.

Ici, au contraire, on veut instituer les divisions existant au sein du prolétariat comme si elles étaient quelque chose de positif ! « Il faut lutter contre le monopole des luttes, de l'activité politique et sociale par les hommes » (Femmes en Lutte, op. cit.), « remettre en cause certains rapports de pouvoir dans le parti lui-même » (« Rouge » n° 263) et pour cela s'organiser séparément car « dans les partis politiques et les syndicats

sistance à l'exploitation capitaliste, les capitalistes ont multiplié les possibilités d'employer le travail industriel des femmes sur la plus large échelle. En conséquence, la femme du prolétaire a pu ainsi conquérir son indépendance économique, mais elle n'en a tiré aucun avantage. Si, à époque de la famille patriarcale, l'homme avait le droit d'employer modérément le fouet pour punir la femme, le capitalisme la punit maintenant avec le fléau. A cette époque la domination de l'homme sur la femme était atténuée par les relations personnelles, alors qu'entre l'ouvrière et l'employeur il n'y a qu'un rapport marchand. La prolétaire a obtenu son indépendance économique mais, pas plus en tant que femme qu'en tant qu'épouse, elle n'a la possibilité de développer son individualité. [...]

C'est pourquoi la lutte d'émancipation de la femme prolétaire ne peut pas être une lutte semblable à celle que mène la femme bourgeoise contre l'homme de sa classe. Bien au contraire, *sa lutte est une lutte avec l'homme de sa classe contre la classe des capitalistes*. Elle, la femme prolétaire, n'a plus besoin de lutter contre les hommes de sa classe pour abattre les barrières dressées par la libre concurrence. Les besoins d'exploitation du capital et le développement du mode moderne de production se sont entièrement substitués à elle dans cette lutte. Ce qu'il faut, au contraire, c'est élever de nouvelles barrières contre l'exploitation de la femme prolétaire. Il faut lui rendre et lui garantir ses droits d'épouse et de mère. *Le but final de sa lutte n'est pas la libre concurrence avec l'homme, mais la conquête du pouvoir politique par le prolétariat*. La femme prolétaire combat côte à côte avec l'homme de sa classe contre la société capitaliste. Cela ne veut pas dire qu'elle ne doit pas appuyer aussi les revendications du mouvement féminin bourgeois. Mais la réalisation de ces revendications ne représente pour elle qu'un instru-

ment, un moyen pour atteindre la fin, pour entrer dans la lutte sur un pied d'égalité aux côtés du prolétaire.

La société bourgeoise ne s'oppose pas radicalement aux revendications du mouvement féminin bourgeois, comme le prouvent les réformes en faveur des femmes introduites dans le droit public et privé par différents Etats. En Allemagne ces réformes progressent très lentement : cela est dû d'une part à la lutte pour la concurrence économique dans les professions libérales, lutte que les hommes craignent, et d'autre part au développement très lent et réduit de la démocratie bourgeoise en Allemagne qui, par crainte du prolétariat, ne remplit pas la tâche que lui assigne l'histoire. Elle craint que la réalisation de ces réformes ne profite qu'à la social-démocratie. Une démocratie bourgeoise n'est disposée à faire des réformes que dans la mesure où elle ne se laisse pas hypnotiser par cette crainte.

[...] En réalité la démocratie bourgeoise montre ainsi qu'elle a la vue courte. Même si les femmes obtiennent l'égalité politique, cela ne change rien, concrètement, dans les rapports de force. La femme prolétaire se met du côté du prolétariat et la femme bourgeoise du côté de la bourgeoisie. Nous ne devons pas nous laisser tromper par des tendances socialistes au sein du mouvement féminin bourgeois : celles-ci ne se manifestent que tant que les femmes bourgeoises se sentent opprimées.

Moins la démocratie bourgeoise comprend sa mission, et plus c'est à la social-démocratie qu'il incombe de soutenir la cause de l'égalité politique de la femme. Nous ne voulons pas nous faire plus beaux que nous ne sommes, et ce n'est pas pour la beauté d'un principe que nous avançons cette revendication, mais dans l'intérêt de classe du prolétariat. Plus l'influence néfaste du travail féminin sur la vie des hommes est grande, plus il devient nécessaire et urgent d'insérer les femmes dans la lutte économique.

Plus l'incidence de la lutte politique sur l'existence de l'individu est profonde, plus il est nécessaire et urgent que la femme participe à la lutte politique. Les lois contre les socialistes ont montré pour la première fois à des milliers de femmes le sens des expressions : droit de classe, Etat de classe et domination de classe. Elles ont appris pour la première fois à des milliers de femmes à prendre conscience du pouvoir qui intervient si brutalement dans la vie familiale. Les lois contre les socialistes ont fait un travail que des centaines d'agitatrices n'auraient pas été en mesure de faire et nous sommes sincèrement reconnaissants à celui qui est à l'origine des lois contre les socialistes, ainsi qu'à tous les organes d'Etat qui ont participé à leur application, du ministre au policier, pour leur activité involontaire de propagande...

[...] Quelles sont donc les conclusions pratiques pour porter notre agitation parmi les femmes ? [...]

Le principe fondamental doit être le suivant : *pas d'agitation spécifiquement féministe, mais une agitation socialiste parmi les femmes*. Nous ne devons pas mettre au premier plan les intérêts les plus mesquins du monde des femmes : notre tâche est de conquérir la femme prolétaire à la lutte de classe. [...]

L'agitation parmi les femmes est une entreprise difficile, qui demande beaucoup de sacrifices. Mais ces sacrifices auront leur récompense et ils doivent être acceptés. En effet, si le prolétariat ne peut conquérir son émancipation totale que par une lutte qui ne fasse aucune discrimination de nationalité ou de profession, il ne pourra atteindre son objectif que s'il n'accepte aucune discrimination de sexe.

L'inclusion des grandes masses de femmes prolétaires dans la lutte de libération du prolétariat est une des conditions pour la victoire des idéaux socialistes, pour l'édification de la société socialiste. [...]

Cette deuxième partie, la plus importante de leur programme, les bolcheviks ne purent en tracer que la direction car elle supposait que pussent être amorcées les tâches économiques du socialisme ; elle supposait la jonction de la révolution double dans la Russie arriérée avec les révolutions pures de l'Occident développé qui lui aurait fourni l'aide économique permettant d'abrèger considérablement la période d'accumulation capitaliste. « La révolution tenta héroïquement de détruire l'ancien « foyer familial » croupissant, institution archaïque, routinière, étouffante dans laquelle la femme des classes laborieuses est vouée aux travaux forcés de l'enfance à la mort. A la famille considérée comme une petite entreprise fermée, devait se substituer, dans l'intention des révolutionnaires, un système achevé de services sociaux : maternités, crèches, jardins d'enfants, dispensaires, hôpitaux... Par malheur, la société se trouva trop pauvre et trop peu civilisée » (Trotsky, *La Révolution trahie*, éd. Grasset, pp. 166-167). Sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces résultant du développement de la petite production, la révolution fut écrasée par la contre-révolution bourgeoise qui prit le nom de Staline. C'est alors et alors seulement que l'on vit entre autres s'opérer par rapport aux femmes et à la famille un tournant à 180° ; que l'on prit les mesures juridiques propres à renforcer la structure familiale, baptisée « famille socialiste » (interdiction de l'avortement, non reconnaissance du mariage de fait, taxés sur le divorce, etc.) ; que l'on se mit à glorifier l'esclavage domestique en décernant à la femme au foyer la Médaille de la Maternité ou... l'Ordre de la Gloire Maternelle ! Ces mêmes mesures qu'aujourd'hui on voudrait retourner contre la révolution russe !

*

L'exacerbation et l'élargissement des antagonismes de classe, l'uni-

fication du prolétariat sont des conditions indispensables à la révolution qui verra le combat sans merci du prolétariat et de la bourgeoisie. Quelle peut donc être la seule position de classe en ce qui concerne la question féminine ? Les femmes prolétaires doivent reconnaître dans les bourgeoisies des ennemies avec lesquelles il ne peut fondamentalement exister aucune communauté d'intérêts (même lorsqu'elles semblent se rejoindre et faire un pas ensemble sur les mêmes revendications démocratiques, comme le droit de vote ou la libéralisation de l'avortement, leurs luttes, en réalité, s'inscrivent dans des directions différentes allant vers un inéluctable affrontement). Qu'est-ce qui sépare par contre l'ouvrière de l'ouvrier ? Certes le capital entretient entre eux des oppositions, une concurrence sur le marché du travail, comme il le fait entre les différentes catégories d'âge, de nation, ou de race, qu'il oppose en surexploitant les uns pour mieux exploiter les autres. Mais tout pousse le prolétariat à dépasser ces divisions immédiates, de la simple défense économique à la lutte la plus générale. L'ouvrier ne peut espérer améliorer sa condition sans combattre, côte à côte avec elle, la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci, luttant contre sa double oppression, rejoint nécessairement ses frères de classe.

Entre cette position et celle du féminisme, solidarité de toutes les femmes et opposition entre les sexes, il n'y a pas comme le voudraient les courants dont nous nous préoccupons, de subtils compromis possibles. On ne peut à la fois agiter de belles phrases sur la lutte de classe (« Femmes en Lutte », en particulier, qui se veut le plus radical, ne parle que d'unité prolétarienne et de lutte contre le féminisme bourgeois), et prétendre construire une large organisation de femmes « autonome, unitaire, englobant dans un même combat [...] la majorité des femmes opprimées par la société bourgeoise » (« Femmes en lutte », op. cit.), un

Question féminine et lutte de classe

qui d'ailleurs se caractérisent par leur attitude oscillante — mues par des revendications « impures », non directement prolétariennes, comme par exemple la revendication nationale ou celle de la complète égalité juridique de la femme, et le prolétariat se préoccupera de leur donner satisfaction à la fois pour les gagner à lui et pour rendre plus claire la lutte des classes. Mais c'est lui qui reste la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, parce qu'il ne peut supprimer sa propre exploitation, le salariat, sans détruire en même temps les causes de toutes les autres formes d'oppression sociale. Les féministes soi-disant « de classe » prétendent que le prolétariat ne peut accomplir sa tâche jusqu'au bout sans être doublé ou relayé par un « mouvement autonome de femmes » et qu'ainsi « grâce au mouvement des femmes, on peut parler de révolution totale, celle qui amènera non seulement la fin du règne de l'exploitation capitaliste, mais également celui de toutes les oppressions » (Cercle E.D. op. cit., p. 10). Mais c'est une absurdité, car un tel mouvement, s'il existe, ne peut qu'éclater dès que seront satisfaites les revendications qui maintenaient sa cohésion, c'est-à-dire les revendications concernant la libération formelle de la femme, qui seules peuvent rassembler les femmes de toutes les classes sociales.

Pour ces théoriciens de la dégénérescence bureaucratique, pour ces gens qui, au mépris de toute analyse marxiste, voient dans la Russie, la Chine, les Démocraties Populaires et bon nombre d'Etats authentiquement bourgeois, des Etats prolétariens tombés aux mains de « castes parasitaires », quoi de plus naturel que d'envisager cette ridicule éventualité d'une révolution confisquée par les hommes à leur profit et aux dépens des femmes ?

La moindre de leurs falsifications n'est pas celle où ils prétendent prendre l'exemple de l'URSS actuelle pour démontrer l'impuissance de la révolution bolchevique

à libérer les femmes, ... faute d'un mouvement de lutte spécifiquement féminin. « En URSS, à travail égal salaire égal, et pourtant les femmes ne disposent pas librement de leur corps, elles ont toujours un rôle subalterne, elles n'ont d'existence que pour la procréation. Si la révolution est la condition sine qua non de la révolution de la femme, elle n'est donc pas la condition suffisante » (Cercle E.D. op. cit. p. 59). ... « Le mouvement des femmes est un des principaux éléments de cette dynamique qui consiste à lever l'hypothèque de la bureaucratization de la révolution » (p. 111, id.). Il vaut la peine de s'arrêter sur cet argument « historique » qui en réalité a pour principal effet d'accréditer la thèse stalinienne du socialisme dans la seule Russie.

Au contraire de ce qu'on prétend, la révolution russe est allée dans le domaine de la libération de la femme aussi loin qu'il était possible de le faire compte tenu des terribles conditions qui étaient les siennes. Dès 1918, la législation soviétique reconnaissait le mariage « de fait » à l'égal du mariage enregistré, réduisait le divorce à une formalité obtenue par simple démarche de l'un ou l'autre des époux, faisait bénéficier les enfants illégitimes des mêmes droits que les autres, libérait totalement l'avortement, donnait enfin aux femmes l'entière égalité juridique dans tous les domaines. « Pas un seul Etat, pas une seule législation démocratique, n'a fait pour la femme la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dès les premiers mois de son existence [...] » mais « évidemment cela ne suffit pas [...] ». Selon nous ce n'est encore qu'un commencement [...] ; pour la libérer tout à fait, la rendre réellement l'égal de l'homme, il faut que l'économie soit collective et que la femme participe au travail productif commun », il faut « l'affranchir du travail domestique mesquin, abrutissant, improductif » (Lénine, Les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des soviets. 1919).

« L'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société » (Engels, *L'Origine de la famille*).

La bourgeoisie se targue d'avoir libéré les femmes en leur ouvrant les portes de l'activité sociale. Faut-il, comme le prétend le réformisme, se contenter d'appuyer et d'approfondir l'œuvre de la bourgeoisie ? Faut-il, contrairement à l'analyse marxiste, chercher des facteurs « spécifiques » de l'oppression féminine ? Telles sont les questions généralement agitées dans les mouvements « de gauche » à propos de l'oppression que subissent les femmes.

En arrachant à la terre les femmes comme les hommes pour satisfaire ses besoins en force de travail, le capitalisme a effectivement, pour la première fois depuis le communisme primitif, réintroduit les femmes dans la production sociale. Et en dépit de la brutalité avec laquelle cette œuvre s'effectue, les communistes ont toujours souligné son caractère révolutionnaire. Mais ils montrent en même temps que la femme prolétaire n'a trouvé par ce moyen que l'exploitation, l'insécurité constante et le chômage propre à sa nouvelle condition de salariée, sans être pour autant débarrassée du joug séculaire du travail domestique. En effet, si le capital a détruit, dans la classe exploitée où la femme vit de son salaire, les deux fondements de la famille monogamique (1), c'est-à-dire l'héritage et la domination

économique du mari, il n'a pas pour autant supprimé la famille. Et ceci pour cette simple raison que, comme l'explique Trotsky dans *La révolution trahie*, la famille ne peut pas être détruite et encore moins abolie par décret ; il faut la remplacer. Or sa disparition suppose que la société prenne en charge l'activité domestique indispensable à la survie de l'espèce, et cela le capitalisme ne peut pas le faire.

Le double esclavage de l'ouvrière plonge donc ses racines dans les contradictions les plus profondes du capital. La socialisation de la production a entraîné le retour des femmes à la vie publique, mais ce retour s'est effectué à travers l'exploitation salariée. Les bases sur lesquelles reposait la famille ont été détruites ; la petite économie familiale a été absorbée dans le circuit capitaliste (on chercherait en vain de nos jours une famille qui se charge de cuire son pain, fabriquer ses conserves, son linge, etc.), et, pour pallier les déséquilibres de son propre système, la société bourgeoise a même dû instituer tout un réseau d'organismes collectifs, qui ne sont rien d'autre que ce que Lénine nommait des « germes de socialisme », bien qu'ils portent aujourd'hui toutes les tares du mercantilisme qui les entoure. Mais la famille continue à se survivre à elle-même en pesant de tout son poids sur la femme prolétaire, car sa disparition a pour condition la socialisation de l'échange et de la distribution, c'est-à-dire le communisme.

Telle est la cause irréductible de l'oppression de l'ouvrière dans la société bourgeoise. Sa situation de femme conditionne sa surexploi-

tation à l'usine, où la maternité et les servitudes domestiques sont autant d'éléments qui déprécient sa force de travail et la désavantagent dans la concurrence incessante que le capital crée et entretient entre les exploités. Le chômage chronique, qui est le lot du prolétariat, se trouve dans son cas encore aggravé tant par cette concurrence que par tous les facteurs qui concourent directement à la rejeter au foyer (le taux d'activité des femmes stagne d'une façon générale depuis le début du siècle autour de 30 % dans la plupart des pays industrialisés). Ainsi le Capital est non seulement l'obstacle à l'émancipation de la femme, mais il constitue le frein à la réalisation de la tendance sociale qu'il a lui-même engendrée, c'est-à-dire le retour des femmes dans la production sociale.

La société bourgeoise a hérité des sociétés passées cette forme familiale dont Engels écrit qu'elle entre dans l'histoire « comme l'assujettissement d'un sexe par l'autre, comme la proclamation d'un conflit des deux sexes, inconnu jusque-là dans la préhistoire », une forme familiale fondée sur la propriété privée, la domination du père et la transmission de l'héritage aux enfants, qui consacrait les femmes à la vie domestique et leur interdisait toute activité publique. Et cette famille convenait si bien à son mode de production, du moins dans sa première période de croissance, que sitôt érigée en classe dominante, la bourgeoisie en a renforcé les liens en accroissant l'autorité du père de famille (le code Napoléon retirait aux femmes toutes les libertés que leur accordaient les us et coutumes en vigueur au Moyen Age). Mais le Capital ne pouvait se développer sans saper les bases de la famille (tout en restant aussi indissolublement lié à elle qu'il l'est à la propriété privée) en faisant sortir les femmes de leur réclusion séculaire. Dans le prolétariat, le travail de la femme est la conséquence

directe des besoins de l'exploitation capitaliste perpétuellement en quête de main-d'œuvre bon marché, et c'est ce travail qui ruine la famille. Dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, le travail de la femme apparaît au contraire comme une conséquence secondaire et tardive de la destruction ou de la désagrégation de la famille.

La destruction de la famille du paysan et de l'artisan suit celle de la petite production. Avec elle disparaît cette forme pré-capitaliste de servitude qui liait la femme au cadre restreint et abrutissant de la petite exploitation familiale (2) mais avec elle disparaît aussi la sécurité et l'assurance du lendemain qu'elle lui donnait en retour. La société bourgeoise se targue de libérer les femmes et elle les libère en effet, mais pour le Capital et dans les limites permises par lui. Même la famille bourgeoise, gardienne de la propriété, berceau de l'accumulation capitaliste, perd toute raison d'être dès lors que la concentration du capital devient telle que sa reproduction est assurée dans le cadre des banques et des grandes sociétés anonymes. C'est cette dissolution qui se traduit dans la libéralisation de la juridiction à l'égard des femmes à laquelle on assiste depuis quelques années.



Mais si l'ouvrière n'est pas seule à être prise dans les contradictions du capital, il serait faux d'en conclure, comme le font de nombreux groupes, que les femmes dans leur ensemble, et en particulier, celles de la petite-bourgeoisie avec lesquelles elle peut présenter des analogies, connaissent la même situation qu'elle ou encore qu'il existe une oppression commune à toutes les femmes à laquelle viendrait ou non s'ajouter l'exploitation salariée.

Il est vrai que, de même qu'elle donne à toute chose le caractère de marchandise, la généralisation du capitalisme tend à donner à

ne la renient pas —, du moins la révolution prolétarienne et le communisme.

En réalité, cette vérité théorique, qui implique que la dictature du prolétariat mène une lutte particulière pour généraliser l'égalité des droits politiques, sociaux et économiques des femmes, est utilisée par ces groupes pour ajouter quelque chose à la lutte pour le socialisme, quelque chose qui serait une lutte spécifiquement féminine nécessitant une organisation particulière des femmes : « Seul le socialisme peut fournir les bases objectives à la libération de la femme... », mais ... « les hommes ne libéreront pas les femmes, seule l'auto-organisation des femmes peut le faire », écrit encore une « pétroleuse » dans Rouge n° 272.

Pour ces groupes, les femmes (les femmes en général??) devraient se battre à la fois contre la bourgeoisie et contre les hommes, ou comme l'écrit Révolution! (op. cit., p. 37), « La lutte des femmes pour leur libération est liée stratégiquement [liée mais distincte donc, N.D.R.] à la lutte des classes du prolétariat », ou plus clairement encore, il faut « développer un large mouvement autonome qui, s'il doit se situer perpétuellement de manière conflictuelle par rapport aux hommes, ne doit pas moins s'inscrire dans le combat plus général de l'humanité exploitée pour sa libération » (Circle E. Dimitriev, Pour un féminisme autogestionnaire, p. 19). On notera que « Femmes en lutte », qui reproche à présent aux deux autres groupes leurs penchants féministes a sur le fond la même position.

Or cette position est d'autant plus aberrante qu'elle tente de concilier l'inconciliable. Si l'on estime, en effet, que sans une lutte proprement féminine, la révolution prolétarienne n'affranchira pas les femmes, qu'il faut cette « garantie pour que ne soit pas dévoyé l'ensemble de nos revendications et qu'elles soient posées avant et après la destruction du système

capitaliste » (Pétroleuses, n° 5, p. 17), autant dire qu'il peut exister une société communiste où les femmes continueraient d'être opprimées, autant abandonner toute analyse matérialiste sur la question ! Où se situe, en effet, la racine de l'oppression de la femme ? Dans la séparation de l'activité domestique de l'ensemble de l'activité publique. Cette séparation qui historiquement marque l'avènement de la société de classes, l'enchaîne au foyer et la soumet au chef de famille, prend dans la société bourgeoise le caractère d'une contradiction aiguë parce que le capital, incapable de socialiser l'unité économique familiale, pousse au contraire les femmes dans la production sociale. Dès lors, ou bien il faut admettre cette absurdité, à savoir que la société communiste puisse laisser persister au sein d'une économie entièrement socialisée l'ilot privé de l'économie familiale, ou bien il faut renoncer à donner à l'oppression féminine un fondement économique et historique.

« La véritable émancipation de la femme, le véritable communisme ne commence que là et au moment où s'engage la lutte de masse (dirigée par le prolétariat, maître du pouvoir) contre cette petite économie domestique ou plutôt sa refonte massive [souligné dans le texte] en une grande économie socialiste. » (Lénine, La Grande Initiative, Œuvres Complètes, Paris-Moscou, t. 29, p. 433). Elle est donc indissociable de toute l'œuvre de profondes transformations sociales qui s'étendra depuis la conquête du pouvoir jusqu'à la disparition des derniers vestiges du mercantilisme. Mais ces transformations, comme autant de conquêtes, ne s'effectueront que dans et au travers de la lutte de classes. Seront-elles le fait d'un prolétariat puissamment centralisé, ou d'un hypothétique mouvement de femmes, socialement hétérogène par définition, et donc déchiré par des intérêts antagonistes ? Certes la révolution mettra en mouvement toute une série de couches sociales —

versement d'un ordre social qui est le leur, pouvaient-ils proposer aux femmes autre chose que la vieille devise bourgeoise : Travail, Famille, Patrie ?

— LE PROLETAIRE N° 226 —

L'« extrême gauche » prise au piège du féminisme

On a vu naître ces dernières années un certain nombre d'organisations de femmes qui se réclament de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne, et qui prétendent rompre tant avec l'opportunisme qu'avec le féminisme bourgeois. Liées de près aux groupes d'extrême gauche, la LCR, l'OC-R et le PSU pour les trois principales d'entre elles — ("les Pétoleuses", "Femmes en Lutte" et le "cercle Elisabeth Dimitriev") — elles relèvent, en fait, de ce même centrisme que nous avons à maintes reprises stigmatisé ici. Reste à voir la réalité de leur critique du féminisme, point d'autant plus crucial pour ces trois courants qu'ils tirent plus ou moins directement leur origine de scissions avec un mouvement féministe avéré, le MLF.

Il est vrai que ces groupes revendiquent la thèse cardinale du marxisme selon laquelle aucune émancipation des femmes n'est possible sans la révolution prolétarienne; il est vrai aussi qu'ils déclarent « refuser l'idée que les femmes de toutes les classes aient les mêmes intérêts » (Les Pétoleuses n° 5, p. 15). Encore faut-il y regarder de plus près car derrière ces déclarations de principe se cache une position des plus ambiguës.

On lit, par exemple, dans la plate-forme « Pourquoi nous lutons » de Femmes en lutte : « Les

femmes comprennent que la révolution socialiste est la condition de leur émancipation » (p. 7). Cette affirmation est juste si l'on considère que la révolution socialiste n'instaure pas du jour au lendemain le communisme et par conséquent les bases matérielles de l'élimination de l'infériorité sociale de la femme, qui ne peuvent être définitivement établies qu'au bout d'une période de transition. Mais telle ne peut être l'idée de ces courants qui confondent sinon la dictature du prolétariat — quand ils

(*) nécessaire, sinon suffisante

tout travail, même à celui du capitaliste, la forme de travail salarié. Il en résulte une uniformisation — toute relative ! — des modes de vie, si bien que Françoise Giroud peut aujourd'hui se permettre d'exposer « les problèmes des femmes » comme étant représentatifs de ceux de toutes les femmes. En réalité, si la société bourgeoise étend en effet à l'ensemble des femmes la contradiction entre travail social et persistance de la famille, cette contradiction n'en prend pas moins des caractères entièrement différents selon les classes. Non seulement la femme bourgeoise ne connaît pas l'exploitation salariée (qui est liée, rappelons-le, à la production de plus-value), mais le plus souvent elle participe, lorsqu'elle a une fonction sociale, à l'extorsion de la plus-value sur le dos du prolétariat. Quant aux tâches domestiques, elle s'en débarrasse en partie ou en totalité sur... la bonne, c'est-à-dire précisément sur une prolétaire. « Tant que la société n'est pas en état d'assumer les charges matérielles de la famille, écrit encore Trotsky dans *La révolution trahie*, la mère ne peut s'acquitter avec succès d'une fonction sociale qu'à la condition de disposer d'une esclave blanche, nourrice, bonne, cuisinière ou autre, si bien que la femme prolétaire n'est pas seulement l'esclave de sa propre famille mais de celle de la bourgeoisie et d'une bonne partie de la petite bourgeoisie ».

L'oppression que subit la femme bourgeoise se situe essentiellement sur le terrain du droit (accès à la propriété et à la gestion des biens) et de la promotion professionnelle où elle rencontre la résistance des hommes hostiles à ces nouvelles formes concurrentes. Elle trouve dans les réformes démocratiques une solution partielle, car la maternité et la famille reste, dans la concurrence qui l'oppose aux hommes sur le plan de la « carrière », un handicap irréductible lié à la nature même de cette société. Il est vrai que le capital crée également une concurrence entre les hommes et les fem-

mes du prolétariat, l'emploi d'une main-d'œuvre féminine à bas prix ayant pour but d'accroître le degré général d'exploitation, mais il les pousse en même temps à s'unir contre lui. L'ouvrier ne peut se défendre efficacement qu'en luttant contre la surexploitation de l'ouvrière et celle-ci ne peut obtenir une amélioration de son sort qu'en combattant avec ses frères de classe contre le capital. L'un et l'autre ont historiquement un même but, le renversement de la société bourgeoise et l'instauration de leur dictature de classe. Au contraire, dans la bourgeoisie, la concurrence entre les hommes et les femmes est irréductible et c'est pourquoi l'oppression de la femme bourgeoise trouve son expression dans des mouvements féministes dont les coups se dirigent essentiellement contre les hommes.

Une des formes typiques de cette lutte était celle du féminisme « classique » pour le droit de vote. Aujourd'hui, partout où l'égalité juridique a été pratiquement réalisée, est né un nouveau féminisme se réclamant verbalement de la destruction du capitalisme — tant il est devenu clair désormais que l'émancipation des femmes est liée à cette destruction — mais qui, ne pouvant reconnaître la lutte de classe comme la seule voie possible de cette destruction, tombe inévitablement dans les spéculations stériles de la révolution des consciences.

Ce nouveau féminisme est aujourd'hui florissant parmi les classes moyennes. Certes, il existe une infinité de catégories entre la bourgeoisie et le prolétariat: les couches petites-bourgeoises précisées, qui, par définition, connaissent des conditions « intermédiaires », des couches qui n'ont pas d'idéologie propre mais oscillent sans cesse entre prolétariat et bourgeoisie. Mais reconnaître l'existence de ces couches — dont certaines sont effectivement très proches du prolétariat — et en tenir compte, c'est une chose, et vouloir

bâtir des théories sociales à partir de leurs conditions nécessairement bâtarde c'est une autre chose.

Les communistes combattent donc la thèse selon laquelle les femmes pourraient, sur la base d'une oppression « spécifique », se dresser globalement contre le capitalisme et poursuivre leur lutte jusqu'à l'anéantissement de celui-ci. Cela, seuls peuvent le faire ceux qui n'ont rien à perdre dans cette société, l'armée puissante et toujours plus concentrée des producteurs des deux sexes. Historiquement tous les combats que les femmes en tant que telles ont mené au nom de leur libération sont toujours restés sur le terrain démocratique bourgeois et il ne pouvait en être autrement. Des mouvements qui se fixent pour but l'unité des femmes par-delà les classes tombent nécessairement aux mains de leur composante bourgeoise. C'est donc, de fait, leur soumission à la bourgeoisie qu'ils réalisent. L'interclassisme est la substance du féminisme : « Il leur faudra réconcilier les classes, écrit par exemple K. Millet (*La politique du mâle*, p. 89), unir la grande dame et l'ouvrière, la prostituée et la digne mère de famille dans une cause commune. Et c'est dans la mesure où cela se réalisera que sera assuré le succès de la Révolution ». Mais les groupes féministes sont loin d'avoir l'exclusivité de l'interclassisme et le PCF à la poursuite du grand rassemblement démocratique adopte une position semblable : « La société se divise en classes [...]. Cependant le problème de la condition de la femme, la revendication de l'égalité des droits, l'amour maternel sont des liens susceptibles d'unir les femmes de catégories sociales différentes ». Aussi le PCF prône-t-il une « large union des femmes » (*La femme et le socialisme*, p. 129).

Le marxisme a montré au contraire que l'émancipation des femmes sera l'œuvre de la révolution communiste et qu'elle passait, avec celle-ci, par l'élargissement

toujours plus grand des antagonismes de classe.

Mais cela ne signifie pas que les communistes considèrent comme inutile de lutter contre l'oppression féminine et repoussent la question jusqu'à sa résolution finale. Lutter pour soulager l'ouvrière des charges ménagères qui l'écrasent, combattre les discriminations de salaire et d'emploi relève non seulement de la défense élémentaire du prolétariat mais constitue encore une des conditions de son unification. Sans cela il ne peut y avoir de résistance efficace contre l'exploitation capitaliste, car celle-ci s'appuie précisément sur les divisions qu'il crée entre les différentes couches ouvrières. Sans cela il ne peut être question d'entraîner les femmes prolétaires dans la lutte politique et révolutionnaire. De même, sur le plan juridique, tout en montrant le fossé qui sépare l'égalité réelle de l'égalité formelle entre les sexes, les communistes ont de tout temps inscrit à leur programme ces réformes « démocratiques » que sont par exemple le droit au divorce ou à l'avortement, des réformes qui sont compatibles avec la société bourgeoise mais que celle-ci ne réalise jamais entièrement. Ils combattent des lois comme celle, par exemple, qui réprime l'avortement parce qu'elle constitue un fardeau supplémentaire pour les femmes — et tout particulièrement les prolétaires — qui n'ont pas comme les bourgeois la possibilité de les tourner, et aussi parce que l'élimination des discriminations en matière de droit, qui ne met pas fin à l'oppression féminine, révèle ainsi sa nature réelle, sa nature économique, et clarifie les objectifs de la lutte : « Le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale entre les deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux » (Engels, *L'Ori-*

la société future, c'est justement parce que dans le prolétariat le capital a détruit l'héritage et la propriété, fondements de la famille. Mais ce que le P.C. entend, lui, par « forme supérieure de famille », c'est la famille bourgeoise, restreinte aux parents et aux enfants, et qu'Engels décrivait comme « l'idéal du philistin contemporain, fait de sentimentalisme et de scènes de ménage ». Et cette famille, ils veulent convaincre le prolétariat que c'est historiquement la sienne et qu'il doit la défendre !

D'ailleurs les solutions que le P.C.F. préconise pour replâtrer la sacro-sainte institution ne diffèrent en aucune façon de celles que propose la bourgeoisie. Des équipements sociaux et... les inévitables appareils ménagers, voilà la solution : « Le développement intense et rapide des sciences et techniques devrait pouvoir mettre à la portée de tous les foyers (sans que cela impose des privations) les appareils ménagers en mesure aujourd'hui d'aboutir à la mécanisation des travaux ménagers » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 44). C'est la position typique du petit-bourgeois réactionnaire qui défend la petite production contre la grande industrie et voudrait équiper l'artisan de machines perfectionnées mais anti-économiques (puisqu'il en résulte en serait l'accroissement du gâchis de travail social) ; le progrès pour lui n'est pas le travail associé mais le travail individuel « réformé ». Comment pourrait-il concevoir cette « refonte de la petite économie domestique dans la grande économie socialiste » dont parlait Lénine et que la mécanisation des travaux ménagers met toujours plus à l'ordre du jour ?

Mais l'élément fondamental, celui sur lequel repose l'équilibre relatif de cette famille bourgeoise que l'opportunisme rêve d'étendre à toute la société, c'est... la bonne. Le P.C. y a pensé : « les travailleuses familiales à domicile — ce nouveau (sic) « métier » intéressant et mal connu (*re-sic*), actuel-

lement privé de crédits publics — sont une solution d'avenir » (*Femmes, l'âge politique*, p. 175). Des bonnes pour tous, érigées en corps de fonctionnaires, voilà le dernier mot du « socialisme de notre temps ». Mais, rétorquerait le P.C., ce nouveau « métier » (est-ce un geste de pudeur qui lui a fait rajouter les guillemets ?) serait « revalorisé » et, qui sait, la travailleuse familiale pourrait elle-même bénéficier du service de ses concœurs. Que déduire de cette dernière position, sinon la profonde imbecillité de gens qui prétendent conserver la division sociale du travail (donc les classes) sans les discriminations qu'elle implique directement ?

En fait ce sont, comme toujours, les aspirations petites-bourgeoises que l'opportunisme s'efforce de faire partager au prolétariat. Cette femme, qui désire « jouer un rôle plus grand dans la nation » et qui trouve son émancipation dans la participation démocratique, cette femme pour qui le travail est tout à la fois une promotion et un épanouissement personnel, qui concilie avec bonheur sa carrière avec l'équilibre de son foyer, grâce à la bonne, au téléphone et à la machine à laver, c'est l'image idéalisée de la femme petite-bourgeoise telle que la présente la publicité capitaliste. Il est significatif que, dans ses textes sur la question féminine, le P.C. ait partout remplacé le terme d'« émancipation » par celui de « promotion », c'est-à-dire par un objectif aberrant si on le rapporte au prolétariat appelé à connaître non pas une quelconque « promotion » mais à détruire toutes les classes y compris la sienne et qui ne peut être que celui des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui consacrent toute leur énergie à lutter contre la prolétarianisation à laquelle les conduit le capital, et à singer leurs maîtres.

Ceux qui défendent les intérêts égoïstes de ces couches, qui redoutent plus encore tout boule-

chais critique, un peu plus loin, « les conditions inhumaines dans lesquelles s'exerce ce travail », mais comme il s'agit pour lui de défauts et d'imperfections à éliminer par des réformes progressives et non de tares indissolublement liées à une société qu'il faut détruire, il ne reste au total que cette plate apologie du salariat, qui est l'aboutissement logique de la théorie d'une prétendue transformation pacifique du mode de production capitaliste.

Le comble, c'est qu'après avoir défendu le travail des femmes dans la société capitaliste, le secrétaire général déclare : « Nous communistes, loin de considérer que le travail doit être une obligation pour la femme, proclamons qu'elle devra avoir (sous le socialisme) la liberté de travailler ou de ne pas travailler selon son propre choix ». (*La femme aujourd'hui et demain*, p. 14). Nous disons que le communisme exige le retour des femmes à la production sociale, retour qui sera au contraire la condition préalable, enfin débarrassée de son caractère d'exploitation, de leur affranchissement. Parler de « liberté de travailler ou de ne pas travailler » n'aura alors pas le moindre sens (il n'en a pas non plus sous le capital pour l'ouvrière qui a le « choix » entre l'exploitation et le chômage). L'opportunisme, lui, encense le travail tant qu'il reste l'esclavage capitaliste, mais dénie par avance à la révolution prolétarienne le droit d'émanciper les femmes.

**

Mais, pour le P.C., les vertus du travail de la femme en régime capitaliste ne s'arrêtent pas là. Positif pour la nation, positif pour elle-même, il serait encore « positif pour le couple et la famille car dans le domaine du droit au travail comme dans celui des droits politiques sociaux et familiaux, il conduit à une forme supérieure de famille et concourt à son harmonie » (*La femme aujourd'hui et demain*). Comment en effet, ces défenseurs de la propriété, « fruit

du travail et de l'épargne », pouvaient-ils rester insensibles devant le naufrage de la famille ? Et la famille n'est-elle pas un des piliers de cet ordre social auquel l'opportunisme limitera toujours son horizon (y compris dans ce qu'il baptise socialisme) et dont la destruction lui paraît le plus grand des maux ? « Depuis toujours les communistes se sont préoccupés des problèmes de la famille, du sort de l'enfance, de la natalité, [...] parce qu'ils ont un souci constant de l'intérêt national » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 63). [...] « C'est pourquoi le Parti communiste, en proposant les solutions en vue d'une démocratie avancée [...] est le seul défenseur conséquent de la famille, réduisant tous les facteurs matériels et moraux qui minent son équilibre, donnant toutes les chances à son épanouissement » (*idem*, p. 81). Dans l'action dissolvante du Capital sur la famille, ils ne voient pas l'une des prémisses de la société communiste mais une catastrophe qu'ils tentent, selon leur démarche habituelle, de conjurer par la conciliation des antagonismes. On arrive ainsi à ce comble de l'absurdité : prétendre sauver la famille (antisociale !) par le travail (social !) de la femme. Et le résultat de cette impossible conciliation serait « une forme supérieure de famille » dont le prolétariat serait dès aujourd'hui le porteur.

Quand Marx et Engels emploient l'expression « forme supérieure de famille », il est clair qu'il s'agit pour eux du dépassement de la cellule familiale en tant qu'unité économique de la société, dans l'économie communiste ; de l'établissement de rapports entre les sexes qui, enfin libérés de toute contrainte économique, prendront dès lors un caractère privé, c'est-à-dire qu'ils ne seront plus soumis, comme ils le sont aujourd'hui au travers de la structure familiale, aux nécessités du mode de production. Quand Engels écrit qu'au sein du prolétariat, les rapports entre les sexes annoncent ceux de

gine de la famille). Ces droits, la révolution russe les avait d'ailleurs réalisés plus radicalement qu'aucune démocratie bourgeoise ne l'a jamais fait. C'est seulement quand elle fut écrasée sous le poids conjugué de l'isolement extérieur et des forces que développait en son sein la petite production, que la contre-révolution stalinienne redécouvrit le caractère sacré de la famille comme une des conditions du développement du capitalisme russe. Et aujourd'hui, c'est précisément dans le stalinisme que ceux qui prétendent que la révolution prolétarienne ne peut suffire à émanciper les femmes vont chercher des arguments !

Enfin, il serait faux de conclure de notre intransigeance classiste que les communistes ne se préoccupent pas de rallier à la révolution des éléments non prolétaires et, en particulier, des éléments des couches moyennes. Ils entendent au contraire exploiter à cette fin toutes les contradictions du système capitaliste, mais ils le font non pas sur la base d'un féminisme plus ou moins vague, mais sur la base de l'agitation et de la propagande pour le communisme.

(1) Engels entend par famille monogamie la forme familiale apparue avec la société de classe, « la première forme de famille basée non sur des conditions naturelles, mais sur des conditions économiques (à savoir la victoire de la propriété privée sur la propriété commune spontanée) ». Il la caractérise par « la souveraineté de l'homme dans la famille, la procréation d'enfants qui ne puissent être que de lui et qui étaient destinés à hériter de sa fortune ».

Engels ne prend donc pas le mot monogamie au sens étymologique de couple d'un seul homme et d'une seule femme (prise dans ce sens la famille-base est loin d'être monogamie !) mais dans son sens historique : il s'agit de la famille qui, succédant aux différentes formes familiales du communisme primitif, consacre pour la première fois l'indissolubilité du lien familial et dont la structure est restée inchangée à quelques variantes près, à travers les sociétés antiques, féodales et bourgeoises.

(2) De la même manière que la petite exploitation est porteuse de l'oppression socialement la plus réactionnaire de la femme, l'émancipation de la femme petite-bourgeoise de l'esclavage domestique est indissociable du dépassement de la petite exploitation. Chez la femme prolétaire, la lutte contre le Capital est porteuse de son émancipation. En revanche, chez la femme attachée à la petite production, la défense de sa classe sociale serait celle de son esclavage en tant que femme.

Le P.C.F. et la question féminine

Les chimères réactionnaires du réformisme

Pour le réformisme la voie de l'émancipation féminine est évidemment la même que celle qu'il préconise pour le prolétariat et qui, au travers d'élections et de manifestations pacifiques, passe par l'élargissement toujours plus grand de la démocratie. Dans une récente publication du P.C.F., *Femme, l'âge politique*, Louissette Blanquard distingue deux étapes essentielles dans l'émancipation de la femme. La première, « l'âge des droits », serait celle de la conquête de l'égalité juridique, la seconde, « l'âge politique », celle de l'exercice effectif de ces droits grâce au triomphe de l'union de la gauche. « L'âge des droits maintenant reconnu aux françaises comme aux français doit faire place à l'âge politique, à l'âge de la démocratie réelle, de la participation de tous, hommes et femmes, aux affaires publiques. [...] La gauche unie propose aujourd'hui aux françaises une démocratisation de la vie économique et de la vie politique qui serait pour elles le moyen d'un pas en avant considérable vers une égalité « de fait » et non plus seulement « de droit » qu'elles réclament (p. 148) ». Certes on trouve bien dans ce texte quelques phrases précisant qu'un véritable affranchissement des femmes ne

peut exister sans que les conditions économiques soient modifiées. Mais cette modification, justement, le P.C. la conçoit comme le résultat de la démocratie et il pose donc comme préalable obligatoire à l'émancipation féminine, l'égalité des droits. Pour le marxisme, l'oppression féminine est fondamentalement économique et sociale ; son aspect juridique n'en est que l'expression secondaire et celui-ci pourrait, à la limite et en théorie, disparaître dans la société bourgeoise sans que les femmes s'en trouvent libérées pour autant. Le P.C. considère autrement la question. Selon lui le mal vient de ce que « la place reconnue aux femmes dans la société est en contradiction avec le rôle important qu'elles y jouent réellement » (*idem*). Ainsi, c'est une insuffisance de démocratie qui serait la cause première de l'asservissement des femmes dans tous les domaines, y compris dans le domaine économique.

En reprenant à son compte les vieilles litanies réformistes, l'opportunisme a replacé du même coup l'émancipation de la femme sur le terrain du féminisme du début du siècle, celui du droit et de la démocratie avec cette différence, qui est tout à l'honneur des

suffragettes, qu'elles au moins se battaient pour des réformes réelles — pour lesquelles luttait également les communistes — et non sur des phrases creuses autour de la « démocratisation économique » et de la « participation à la vie publique » qui ne sont qu'un masque cachant — mal — une défense acharnée de la société bourgeoise. Face aux dernières réformes que le capitalisme sénile n'a pas encore été capable d'accomplir, ces champions de la démocratie ont d'ailleurs des positions plus que timorées, sinon ouvertement réactionnaires, comme en témoignent, par exemple, la question de l'avortement, auquel ils étaient hier franchement hostiles et qu'ils n'admettent aujourd'hui qu'avec les plus grandes réserves. En 1956 par exemple, tout en se déclarant en paroles contre les lois réprimant l'avortement, « ce drame moral effrayant » (J. Vermersch), le P.C.F. proposait dans les faits de s'en tenir à « l'avortement thérapeutique dans certains cas » (mais ce droit existait déjà !) et votait... contre le projet de loi visant à autoriser la contraception (*Conférence devant le groupe parlementaire communiste*, 4 mai 1956).

Dans la phase de plein développement du capitalisme, la défense de la démocratie a toujours pour corollaire la défense de la conservation sociale ; c'est là le fil continu qui guide l'opportunisme et le P.C., tout en parlant de la libération des femmes, parvient de plus en plus mal à cacher le fond de sa position qui est celle d'un attachement foncier à tout ce qui détermine leur oppression.

La participation des femmes à la production est un phénomène positif, répète-t-on à l'envi dans la presse opportuniste. Mais est-ce parce qu'en étendant aux femmes et aux enfants le travail salarié le capital augmente le nombre de ces fossoyeurs ? Est-ce parce qu'en détruisant les fondements d'une famille que la société bourgeoise n'est pas à même de remplacer, le travail social de la femme accroît

les contradictions qui minent le mode de production capitaliste ? Est-ce parce que cette société est ainsi contrainte de créer les conditions de la socialisation du travail domestique ? Pas du tout. En parti « responsable et soucieux de l'intérêt national », le P.C. considère qu'il est « absurde et ruineux de priver le pays de l'immense réserve d'intelligence, de capacité, d'initiative que des millions de femmes portent en elles » (G. Marchais, *La femme aujourd'hui et demain*), ou plus prosaïquement encore que « l'économie française ne peut se dispenser de cette main-d'œuvre » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 69) ! On ne saurait se faire plus clairement le défenseur du Capital ! Ce dernier apprécie effectivement cette force de travail qui est pour lui une source fructueuse d'exploitation et de profits. Et tout naturellement, le P.C.F. assortit ces froides considérations de lieux communs si écoulés que la bourgeoisie n'ose même plus les utiliser aujourd'hui, comme les bienfaits du travail... pour les travailleurs eux-mêmes ! La participation des femmes à la vie économique, peut-on lire dans *Les communistes et la condition de la femme* (pp. 32-33), est une chose « positive pour elle-même et pour la société » [la société en général, bien entendu] ; et aussi cette perle : « permettant l'épanouissement de sa personnalité, assurant son indépendance économique, le travail est pour la femme une condition déterminante de la conquête d'une véritable égalité ». Les ouvrières épuisées et abruties par l'usine apprécieront comme il convient cet éloge du travail salarié « source d'épanouissement de leur personnalité » !

La seule chose, et elle est importante, que nous attendions du travail de l'ouvrière, c'est qu'elle s'intègre en masse à la lutte contre le régime capitaliste. Pour le reste nous ne lui cachons pas qu'elle ne peut trouver dans le travail que l'exploitation sous toutes ses formes. Il est vrai que Mar-